

Guerre et crise agraire en Syrie : Revisiter le conflit syrien au prisme de la justice écologique

Par Efe Can Gurcan

Introduction : un regard multifacette sur le conflit syrien

Le conflit syrien s'est transformé en l'une des pires crises humanitaires impliquant la plus sévère crise de réfugiés de l'époque post-guerre mondiale. La diffusion rapide de ce conflit depuis mars 2011 a eu d'irréversibles conséquences pour plus de 6,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et plus de 4,5 millions de personnes qui ont été forcées de fuir le pays (Otero & Gürcan 2016). La montée de la nouvelle droite dans les pays occidentaux – qui subissent toujours les conséquences de la crise du capitalisme depuis 2008 – coïncide d'ailleurs assez commodément avec l'afflux de réfugiés et la diffusion du terrorisme islamiste à la suite du conflit syrien.

Quels sont les facteurs principaux ayant conduit à l'émergence et à la diffusion de ce conflit? Dans quelle mesure les injustices écologiques ont-elles joué un rôle déclencheur ou accélérateur dans le conflit syrien? Les arguments soulignant le rôle du sectarisme, de l'autoritarisme du régime syrien et de l'intervention étrangère sont bien connus. La thèse du sectarisme et de la violence ethnique découle de l'idée primordialiste que la cause originale du conflit civil provient de la haine et de l'hostilité historique entre les peuples appartenant à différentes religions et ethnies. Certes, l'état fragmenté de la configuration ethno-religieuse en Syrie est hors de doute : 12 % de la population syrienne appartient à la communauté alawi, dont le président Bachar el-Assad est membre ; 64 % de la population fait partie de la communauté arabe sunnite, tandis que les chrétiens, les kurdes et les druzes représentent respectivement 9 %, 10 % et 3 % de la population syrienne. Cependant, le renouveau des conflits sectaires est dû dans une large mesure à

l'intervention militaire des États-Unis en Irak à la suite de laquelle l'autonomisation kurde et les terroristes islamistes ont gagné du terrain dans la région entière (Phillips 2015). Un autre facteur de stress dans l'intensification du conflit sectaire a été l'inondation de terroristes islamistes en Syrie en tant qu'acteurs transnationaux, ayant été libérés de prison dans des pays comme le Liban, la Tunisie et l'Égypte au cours du Printemps arabe (Gartenstein-Ross & Zelin 2012, Harrison 2013). Les facteurs locaux ont exercé une influence sur le sectarisme aussi importante que les développements politiques à l'étranger. Le sectarisme s'est nourri de l'extension de la présence alawite et celle de la famille d'Assad parmi les élites du régime, malgré la mobilisation du soutien de marchands sunnites par le régime et l'intermariage de certains membres de la famille d'Assad – incluant Bachar el-Assad lui-même – avec les membres de familles sunnites. Le ressentiment sunnite de l'expansion des élites politiques alawites a fait de l'autoritarisme et de la corruption du régime un facteur aggravant pour le sectarisme (Azmeah 2016, Phillips 2015).

Le rôle des facteurs géopolitiques dans la transformation du conflit syrien en une guerre « par procuration » ne peut pas être ignoré assez facilement (Otero & Gürcan 2016). Les pouvoirs occidentaux qui visent à déstabiliser la région afin d'encercler la Russie, la Chine et l'Iran avaient toujours ressenti la politique d'alliances de la Syrie qui abrite encore l'installation navale russe à Tartous. En plus, l'Occident n'avait pas été soulagé que la Syrie soit intervenue au Liban en 2005 au prix des sanctions occidentales et ait facilité le passage des terroristes sunnites à travers la frontière irakienne dans le but d'affaiblir l'occupation états-unienne (Phillips 2015). Les ressources naturelles syriennes et la position stratégique de ce pays sur les routes de l'énergie – accompagnées par la découverte de réserves de gaz naturel abondantes en Méditerranée orientale en 2010 (Engdahl 2013) – ont attiré les acteurs régionaux comme la Turquie et le Qatar qui ont intérêt à déstabiliser la Syrie afin d'implanter leurs propres projets d'oléoduc et de contrer l'influence chiite régionale de l'Iran.

Ce qui est peut-être moins évident et rapporté sur le conflit syrien, ce sont les facteurs liés à la crise agraire syrienne. L'argument principal

de cet article est que cette crise agricole peut être vue comme une conséquence à long terme du modèle de développement extractiviste, de la restructuration néolibérale et de l'indifférence en ce qui concerne la question environnementale en Syrie. Dans ce qui suit, ces trois thèmes seront abordés en ordre successif. L'objectif principal est donc de souligner le rôle de ces facteurs du point de vue de la justice écologique. La justice écologique peut être considérée comme une extension du concept de la justice environnementale qui repose sur la critique de faire peser les risques environnementaux sur les groupes et les pays économiquement et socialement défavorisés (Stevis 2000). La justice écologique met l'accent sur la responsabilité écologique des êtres humains par rapport à la nature. Celle-ci est donc fondée sur l'idée de traiter la nature avec respect et dignité de façon à assurer le bien-être des êtres humains ainsi que celui du monde non humain, incluant le monde animal, les plantes, les biens naturels et les écosystèmes. À ce titre, la justice écologique soulève une objection de principe contre la marchandisation des biens communs, et particulièrement celle des écosystèmes, l'agriculture, l'alimentation, les ressources naturelles et la connaissance. Du point de vue de la justice écologique, les pratiques néolibérales d'efficacité, de privatisation et de libre-échange doivent se heurter à des politiques socialement justes et écologiquement responsables (Byrne, Glover & Alrøe 2006, Low & Gleeson 1998). Similairement, l'extractivisme – défini comme un type d'extraction de ressources naturelles à grande échelle et orienté vers l'exportation (Andreuccia & Radhuber 2015) – constitue une menace principale pour la justice écologique.

Les conséquences du modèle de développement extractiviste

Le modèle de développement poursuivi par la Syrie contemporaine peut être retracé aux années 1970 suivant le coup militaire qui a amené Hafez el-Assad au pouvoir. Le régime de Hafez el-Assad représentait une forme modérée du socialisme baathiste. Tandis que l'accent mis sur la nationalisation et la réforme agricole était maintenu, le modèle économique revendiquait une économie « pluraliste » sur la base d'un partenariat entre les secteurs public et privé. Les années 1970 témoignent de la diffusion d'un modèle de développement guidé par

l'État, ce qui a permis des investissements massifs dans les entreprises publiques et des projets infrastructurels comme les barrages, les routes et les projets d'énergie, ainsi que l'augmentation des dépenses en santé et en éducation. Bien que l'émergence du baathisme soit largement attribuable à la mobilisation des groupes à revenu moyen scolarisés, la base de soutien du régime Hafez el-Assad est devenue la population rurale qui était concentrée dans les zones économiquement marginalisées, d'où la priorisation d'investissements publics dans le secteur agricole et le soutien du régime aux producteurs par des achats garantis, des subventions et des exonérations fiscales (AzmeH 2014, AzmeH 2016).

De l'autre côté, le baathisme de Hafez el-Assad a échoué dans sa tentative de créer un secteur industriel compétent. Le baathisme syrien avait opté pour un modèle extractiviste et s'est transformé en exportateur pétrolier à la suite de la nationalisation du secteur pétrolier en 1964 et à l'achèvement de la construction de l'oléoduc en 1968 qui a connecté la production pétrolière au Nord-est au port de Tartous. Bien que les réserves pétrolières de la Syrie fussent de quantité mineure en comparaison avec d'autres géants pétroliers arabes, le projet baathiste avait été fortement financé par les revenus pétroliers. L'accentuation excessive du secteur pétrolier – et celle du secteur de gaz naturel depuis les années 1980 – a résulté en l'absence d'un secteur industriel compétent et diversifié, d'où le fait que la majorité du secteur en dehors de l'extractivisme pétrolier soit toujours représentée par le secteur de production et traitement alimentaire. Seulement en 2004, le secteur pétrolier et minéral contribuait à presque 70 % des exportations syriennes (AzmeH 2016, Collélo 1987). D'après la Banque mondiale, les rentes pétrolières constituaient 21,94 % du produit intérieur brut en 2004 (Banque mondiale 2016). Par conséquent, il n'est pas étonnant que la Syrie ait été parmi les pays qui imposaient les taux les plus élevés de subvention d'énergie et d'agriculture au Moyen-Orient et en Afrique du Nord jusqu'aux années 2000 (AzmeH 2016).

La non-durabilité de ce modèle extractiviste s'est révélée avec l'épuisement des réserves pétrolières syriennes dans les années 1990. Selon l'Administration états-unienne de l'information énergétique, la

production annuelle de pétrole non raffiné de la Syrie a diminué de 582 000 barils par jour en 1996 à 368 000 barils par jour en 2009 (EIA 2017). Les données de la Banque mondiale suggèrent que l'épuisement des ressources naturelles en pourcentage au revenu national brut a augmenté de 0,78 % en 1970 à 11,02 % en 1980, 18,89 % en 1990 et 22,07 % en 1996. Ceci est en contraste avec la contribution diminuée de la consommation de l'énergie renouvelable à la consommation de l'énergie totale syrienne, de 2,36 % en 1990 à 0,93 % en 2009 (Banque mondiale 2016).

L'épuisement des réserves pétrolières – accompagné par une croissance démographique de 6,1 millions en 1970 à 22 millions en 2011 – a conduit à la faillite du projet baathiste. La Syrie a initié un processus de libéralisation à la suite d'une crise des devises en 1986, ce qui a renforcé le pouvoir du secteur privé. Évidemment, la libéralisation subséquente de l'économie a aussi été facilitée par l'effondrement de l'Union soviétique, ce qui n'a pas seulement affaibli la pertinence du socialisme, mais a aussi fait s'évanouir les possibilités d'assistance internationale et les marchés d'exportation de la Syrie (Azmeah 2016, Dahi & Munif 2011).

Restructuration néolibérale et crise agraire en Syrie

La phase précoce de libéralisation (ta'addudiyya, or « pluralisme » économique), ayant été amorcée en 1986, avait déjà éliminé certaines subventions outre la facilitation des investissements privés ainsi que la libéralisation graduelle des prix, du commerce et des devises. Les nouvelles lois d'investissements adoptées dans les années 1990 visaient à encourager le secteur privé, incluant des récompenses comme les congés fiscaux. Ce processus a pris de l'élan quand Bachar el-Assad a pris le pouvoir en 2000 avec une promesse de réforme économique et politique. L'objectif de « l'économie de marché social » a été introduit lors du 10e congrès régional du parti Baath en 2005. La Syrie a concentré ses efforts sur l'attraction de l'investissement étranger direct (IED), ce qui est venu pour la plupart des pays arabes concentrés dans des secteurs spéculatifs et non-productifs comme les immobiliers, la finance et le tourisme au détriment du secteur productif et des investissements

infrastructurels. La libéralisation du commerce a eu une influence aussi négative que celle des IED, notamment à la suite de l'accord de libre-échange avec la Turquie en 2004 et à l'invasion du marché syrien par des produits chinois. En parallèle de la croissance de l'importation hors du secteur pétrolier de 4,3 milliards de dollars en 2001 à 14 milliards de dollars en 2010, les producteurs de taille petite et moyenne dans des secteurs comme l'alimentation, les textiles et l'ameublement n'ont pas pu soutenir la concurrence avec les compétiteurs étrangers (Azmeah 2014, Azmeah 2016, Dahi & Munif 2011).

Dans le cadre du plan quinquennal (2006-2010), la Syrie a éliminé le monopole étatique sur l'importation ; a libéralisé les prix, incluant ceux du diésel, gaz, gazoline, l'électricité ; dérégulé le marché immobilier ; licencié des banques privées ; institué la bourse des valeurs ; et consolidé les régulations en faveur de la protection de la propriété privée (Dahi & Munif 2011). Cependant, il est possible de dire que le coup le plus dur du plan a été porté sur l'agriculture avec la libéralisation des prix des produits agricoles et l'élimination des subventions sur l'énergie et les intrants agricoles. En fait, l'abolition des fermes d'État s'était déjà initiée en juin 2000 (Ababsa 2013). Sous le plan quinquennal, le prix du diésel a augmenté de 250 % en mai 2008. Bien que l'absence des subventions sur le diésel et les engrais ait été bénéfique pour l'environnement, la faillite du régime à proposer des politiques originales a aggravé la situation de l'agriculture, ayant initié un exode rural et un flux massif de migration vers les zones urbaines. En vue de ces développements, il n'est pas étonnant d'observer que les premières manifestations contre le régime ont été déclenchées à Dar'a, une ville au sud du pays qui est connue comme un centre agricole et une base de support stratégique pour le régime. Ensuite, les protestations contre la faillite des nouvelles politiques économiques et la corruption se sont propagées vers d'autres centres ruraux comme Homs, Idleb et les zones rurales d'Alep et de Damas (Azmeah 2016, De Châtel 2014).

La question de l'eau, la sécurité alimentaire et la migration en vue du changement climatique

L'influence déstabilisante des politiques extractivistes et néolibérales s'est amplifiée par des sécheresses qui sont largement attribuées aux bouleversements climatiques. Donc, cette section confirmera la confluence des conséquences du modèle de développement extractiviste, de la restructuration néolibérale et des changements climatiques en une crise agricole profonde conduisant à la guerre civile. La période 2006-2011 a vu les pires sécheresses dans l'histoire moderne de la Syrie, ce qui a conduit à d'innombrables dévastations de récoltes et de troupeaux ainsi qu'au déplacement forcé des centaines de milliers de Syriens (Gleick 2014). Ces sécheresses sont associées aux effets à long terme des changements climatiques (Kelley & et-al. 2015), étant donné leur interprétation par des analystes comme « un indicateur précoce des changements climatiques qui sont attendus pour la région, y compris une température plus élevée, une diminution des précipitations et du ruissellement des bassins et une pénurie d'eau accrue » (Gleick 2014:338). Il existe de solides preuves qu'un minimum de cinq zones agricoles en Syrie ont connu une fréquence de sécheresses dans les 20 dernières années (Gleick 2014).

Entre 1900 et 2015, la Syrie a subi un total de six sécheresses à grande échelle, caractérisées par la chute du niveau mensuel moyen de précipitations à environ un tiers de la normale. Alors que les cinq premières sécheresses ont duré une saison, la période 2006-2011 a connu une sécheresse multi-saisons. Les effets de ces sécheresses sont amplifiés par le fait que la géographie syrienne est pour la plupart semi-aride et caractérisée par une surface arable limitée, ce qui diminue la résilience de ce pays au changement climatique (Gleick 2014).

Les données de la Banque mondiale confirment que les prélèvements annuels d'eau douce ont augmenté de presque 19 % entre 1997 et 2007, tandis que les ressources renouvelables en eau douce interne par habitant ont diminué de presque 34 % au cours de la période 1992-2012 (Banque mondiale 2016). Par conséquent, environ 1,3 million de résidents de la Syrie ont été affectés par des échecs agricoles, outre

un nombre estimé d'environ 800 000 personnes ayant perdu leurs moyens de subsistance entre 2006 et 2009. Dans la même période, le rendement de la production de blé et d'orge a reculé de 47 % et de 67 %. D'après les estimations des Nations Unies, jusqu'à la fin de l'année 2011, de deux à trois millions de personnes ont été affectées par les sécheresses ; par conséquent, au moins un million de personnes ont sombré dans l'insécurité alimentaire. Plus de 1,5 million de personnes se sont déplacées vers les zones urbaines. Les troubles civils causés par la multiplication de « migrants environnementaux » ont acquis une dimension plus grave, quand cet afflux a accru la pression sur le marché de travail et immobilier dans les villes (Gleick 2014, McLeman & et al. 2016).

Certes, la perspective de justice écologique – en tant que lentille principale de cette étude – soutient que les changements climatiques ne sont pas indépendants de l'agence humaine et que ses effets sont aggravés par des pratiques écologiquement irresponsables. Dans le cas de la Syrie, les efforts infructueux de planification et de politiques sont notamment visibles quant à la surexploitation des ressources hydrauliques souterraines et le dérèglement climatique. Les subventions agricoles ont été dirigées vers les cultures industrielles qui demandent une large consommation d'eau comme le coton et le blé (Gleick 2014). En outre, le régime n'a pas réussi à effectuer la modernisation des systèmes d'irrigation dans le but de réduire la consommation d'eau et de rendre la production agricole plus efficace, ce qui a été tenté en 2005, mais est demeuré en deçà des attentes (Balanche 2011). On estime que 90 % des ressources hydrauliques syriennes sont consacrées à l'agriculture, tandis que la moyenne mondiale est de seulement 70 % (Gueldry 2013). Le nombre de puits a augmenté de près de 58 % entre 1999 et 2007 sous la sécheresse et l'absence du soutien public aux producteurs. Cependant, les estimations indiquent que 50 % de l'irrigation dépend des systèmes d'eaux souterraines et que 78 % des prélèvements d'eaux souterraines sont exécutés de façon insoutenable, d'où le surpompage d'eau par des puits (Ababsa 2013, Gleick 2014).

Les sécheresses et leur culmination en une crise agricole profonde sous un régime de politiques inadéquates contre l'extractivisme et les

changements climatiques se sont manifestées le plus fortement dans les régions du Nord et de l'Est (c'est-à-dire les gouvernorats Deir ez-Zor, Hassakeh, Homs, Alep, Idleb et Raqqa). Plus de la moitié de la population du Nord-Est vit de l'agriculture. Ces régions constituent le centre agricole de la Syrie qui contribue à 80 % de la production de coton et à de 50 à 60 % de celle du blé. Bien que ces régions fournissent des réserves pétrolières stratégiques pour l'économie syrienne, 58,1 % de la population nationale qui vit dans la pauvreté est concentrée dans ces régions. Cette partie de la population est aussi marquée par un faible niveau de soins de santé et un taux élevé d'analphabétisme (Balanche 2012, De Châtel 2014). De plus, il est à noter que le gouvernement a gravement ignoré l'éruption de cette crise agricole jusqu'à la fin de 2009 et que les médias publics ont restreint la couverture du déroulement de cette crise. Ce qui paraît plus grave encore est que les migrants environnementaux inondant les zones urbaines du Sud n'ont reçu aucune aide publique conséquente. Le régime s'est simplement contenté de leur offrir du financement mineur, de l'aide alimentaire et de l'assistance pour le transport afin que ces migrants retournent dans leurs régions d'origine (De Châtel 2014).

Conclusion

La situation en Syrie est un exemple tragique de la nécessité d'une justice écologique dans nos sociétés contemporaines. La démonstration du fait que la violation de la justice écologique est susceptible d'engendrer une guerre à l'échelle mondiale s'avère tout aussi importante. D'un point de vue moral, il faut aussi souligner que la justice ne concerne pas seulement la survie de l'humanité et que la nature mérite ce qui lui est dû. L'expérience syrienne démontre que les droits de la nature sont usurpés par la confluence d'un modèle de développement extractiviste, la restructuration néolibérale et les politiques environnementales qui sont irresponsablement menées et aveugles au problème des bouleversements climatiques.

En ce qui concerne la politique syrienne, la lutte contre le terrorisme ne semble pas être suffisante pour la solution définitive du conflit et l'instauration d'une paix régionale permanente. De manière similaire,

il faut bien questionner l'utilité des intentions futiles des pouvoirs occidentaux de renverser le régime d'Assad et de le remplacer par une soi-disant « démocratie ». En outre, la Syrie ne peut pas garantir sa libération de l'occupation occidentale et du terrorisme islamiste tout simplement en s'alliant avec les pouvoirs eurasiens comme la Russie et l'Iran. La résolution de la tragédie syrienne nécessite plutôt une approche approfondie et intégrale. En fait, rien de substantiel ne peut être atteint si l'on ne s'attaque pas aux racines du problème en menant une réforme agraire radicale qui confrontera l'extractivisme, les politiques néolibérales et l'indifférence à la question environnementale.

Efe Can Gürcan est doctorant en sociologie à l'Université Simon Fraser où il se spécialise en économie politique, mouvements sociaux et développement international. Il est titulaire d'une maîtrise en études internationales de l'Université de Montréal. Parmi ses livres récents, on peut citer « Neoliberalism and the Changing Face of Unionism » et « Challenging Neoliberalism at Turkey's Gezi Park: From Private Discontent to Collective Class Action ». Son prochain livre porte sur la montée des BRICS et le régionalisme post-hégémonique.

Références

- Ababsa, Myriam. 2013. «Crise agraire, crise foncière et sécheresse en Syrie (2000-2011).» *Maghreb - Machrek* 1(215):101-22.
- Andreuccia, Diego and Isabella M. Radhuber. 2015. «Limits to “Counter-Neoliberal” Reform: Mining Expansion and the Marginalisation of Post Extractivist Forces in Evo Morales’s Bolivia.» *Geoforum Online Before Print*.
- Azmeh, Shamel. 2014. «The Uprising of the Marginalised: A Socio-Economic Perspective of the Syrian Uprising.» *LSE Middle East Centre Paper Series*, 6 6.
- Azmeh, Shamel. 2016. «Syria’s Passage to Conflict: The End of the “Developmental Rentier Fix” and the Consolidation of New Elite Rule.» *Politics & Society* 44(4):499–523.
- Balanche, Fabrice. 2011. «Géographie de la révolte syrienne.» *Ouverture* (29):437-58.
- Balanche, Fabrice. 2012. «La Modernisation des systèmes d’irrigation dans le Nord-Est syrien : la bureaucratie au cœur de la relation eau et pouvoir.» *Méditerranée* (119):59-72.
- Banque mondiale. 2016, «Online Database». Consultée le 27 juillet 2016, (<http://databank.worldbank.org>).
- Byrne, John, Leigh Glover and Hugo F. Alrøe. 2006. «Globalisation and Sustainable Development: A Political Ecology Strategy to Realize Ecological Justice.» Pp. 49-74 in *Global Development of Organic Agriculture: Challenges and Prospects*, edited by N. Halberg. CABI: Cambridge.
- Collelo, Thomas. 1987. *Syria: A Country Study*. Washington: GPO.
- Dahi, Omar S. and Yasser Munif. 2011. «Revolts in Syria: Tracking the Convergence between Authoritarianism and Neoliberalism.» *Journal of Asian and African Studies* 47(4):323–32.
- De Châtel, Francesca. 2014. «The Role of Drought and Climate Change in the Syrian Uprising: Untangling the Triggers of the Revolution.» *Middle Eastern Studies* 50(4):521-35.
- EIA. 2017, «Database». Retrieved March 27, 2017, (<https://http://www.eia.gov>).
- Engdahl, F. William. 2013, «The New Mediterranean Oil and Gas Bonanza (Part Ii: Rising Energy Tensions in the Aegean—Greece,

- Turkey, Cyprus, Syria)». Consultée le 27 mars 2016, (<http://www.globalresearch.ca/the-new-mediterranean-oil-and-gas-bonanza/29609>).
- Gartenstein-Ross, Daveed and Aaron Zelin. 2012, «How the Arab Spring's Prisoner Releases Have Helped the Jihadi Cause». Consulté le 27 mars 2017.
- Gleick, Peter H. 2014. «Water, Drought, Climate Change, and Conflict in Syria.» *Weather, Climate, and Society* 6(1):331-40.
- Gueldry, Michel. 2013. «Changement Climatique Et Sécurité Agroalimentaire Dans Le Monde Arabe.» *Politique étrangère* (3):161-74.
- Harrison, Ross. 2013, «Arab Spring or Islamic Spring?». Consulté le 27 mars 2016, (<http://nationalinterest.org/commentary/arab-spring-or-islamic-spring-8950>).
- Kelley, Colin P. and et-al. 2015. «Climate Change in the Fertile Crescent and Implications of the Recent Syrian Drought.» *PNAS* 112(11):3241-46.
- Low, Nicholas and Brendan Gleeson. 1998. *Justice, Society, and Nature: An Exploration of Political Ecology*. New York: Routledge.
- McLeman, Robert and et-al. 2016, «Environmental Migration and Displacement: What We Know and Don't Know»: Laurier Environmental Migration Workshop. Retrieved March 27, 2017, (<http://www.laurierenvironmentalmigration.com>).
- Otero, Gerardo and Efe Can Gürcan. 2016. «The Arab Spring and the Syrian Refugee Crisis.» *The Monitor, Canadian Centre for Policy Alternatives* 22(5):16.
- Phillips, Christopher. 2015. «Sectarianism and Conflict in Syria.» *Third World Quarterly* 36(2):357-76.
- Stavis, Dimitris. 2000. «Whose Ecological Justice?». *Strategies: Journal of Theory, Culture & Politics* 13(1):63-76.